



**20241849**

**ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE N°  
modifiant les prescriptions applicables à l'arrêté préfectoral n° 14/00448  
du 13 mars 2014 modifié autorisant la société Les Eaux de Volvic  
à exploiter une usine d'embouteillage d'eaux minérales et d'eaux aromatisées  
sur le territoire des communes de Volvic et d'Enval**

Le préfet du Puy-de-Dôme,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite;

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre I<sup>er</sup>, ses titres I<sup>er</sup> et II du livre II, son titre 1<sup>er</sup> du livre V et les articles R.515-70 à R.515-73;

**Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) annexée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 24 ;

**Vu** le code de justice administrative, notamment son article R. 421-1 relatif aux délais et voies de recours ;

**Vu** l'arrêté inter-préfectoral n° 15-01584 du 13 novembre 2015 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) 2005 du bassin versant Allier Aval ;

**Vu** l'arrêté du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures (PDM) correspondant ;

**Vu** l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

**Vu** l'arrêté du 27/02/20 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté d'orientation n° 22.016 du 28 janvier 2022 pour la mise en œuvre coordonnée des mesures de restriction ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse dans le bassin Loire-Bretagne ;

**Vu** l'arrêté du préfet du Puy-de-Dôme n° 20241045, en date du 17 juin 2024 planifiant les mesures de préservation des ressources en eau en période d'étiage dans le département du Puy-de-Dôme ;

**Vu** l'arrêté du 19 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4735 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 14/00448 du 13 mars 2014 modifié autorisant la Société des Eaux de Volvic à exploiter une usine d'embouteillage d'eaux minérales et d'eaux aromatisées sur le territoire des communes de Volvic et d'Enval ;

**Vu** le dossier de réexamen des conditions de l'autorisation par rapport aux meilleures techniques disponibles des industries agroalimentaire et laitière réalisé par la Société des Eaux de Volvic et reçu le 5 mars 2021 ;

**Vu** le porter à connaissance de juin 2015 informant le préfet de la création d'une siroperie et le remplacement d'une ligne d'embouteillage ;

**Vu** les porters à connaissance d'août 2016 et décembre 2019 informant le préfet d'un projet de nouvelles lignes d'embouteillage qui permettent de réduire les pertes en eau de nettoyage ;

**Vu** le porter à connaissance du 18 décembre 2018 informant le préfet d'un projet de modification de l'installation de stockage de matières, produits ou substances combustibles (mise à l'abri de stockage extérieur, augmentation de 7 200 m³ de volume de stockage) ;

**Vu** le porter à connaissance de janvier 2021 informant le préfet d'un projet de modification de l'installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (remplacement d'une tour évacuant 1700 kW par une tour évacuant 3800 kW) ;

**Vu** le tableau de positionnement par rapport à l'arrêté ministériel du 24 août 2017 susvisé, transmis par courriel du 15 février 2021 ;

**Vu** le porter à connaissance du 4 décembre 2021 informant le préfet d'un projet d'installation de réfrigération à l'ammoniac de 1276 kg ;

**Vu** le porter à connaissance de décembre 2022 informant le préfet d'un projet de modification des installations de combustion avec l'installation de brûleurs mixtes gaz/FOD sur des chaudières existantes et d'une chaudière fioul de location ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées du 6 septembre 2024 ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 23 septembre 2024 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courrier en date du 08 octobre 2024 ;

**Considérant** que l'analyse des meilleures technologies disponibles nécessite une actualisation des prescriptions applicables à l'établissement ;

**Considérant** que les prélèvements et rejets des industriels sont visés par des mesures de limitation d'usage en cas d'épisode de sécheresse et que le site fait partie de la zone hydrographique Volcanique Chaîne des Puys nord ;

**Considérant** qu'afin de mieux anticiper les épisodes de sécheresse, il est nécessaire d'identifier l'ensemble des prélèvements et rejets d'eaux du site en vue de définir des actions de réduction graduées en fonction des niveaux de gravité atteints qui permettent de garantir la sécurité des installations ;

**Considérant** que les événements climatiques connus en France depuis plusieurs années montrent le besoin de mettre en œuvre des dispositions pour réduire les consommations d'eau ;

**Considérant** que les différentes modifications portées à la connaissance du préfet n'augmentent pas significativement les nuisances et dangers du site et améliorent notablement l'utilisation rationnelle de l'eau ;

**Considérant** que le préfet peut, sur proposition de l'inspection des installations classées, prescrire toute prescription additionnelle ou modifier les prescriptions existantes applicables à une installation classée, conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telle qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme,

## ARRÊTE

### Article 1 - Nature des installations

Article 1.1 : Liste des installations classées

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2014 est remplacé par le suivant :  
«

| Rubrique  | Régime | Libellé de la rubrique (activité)   | Nature de l'installation   | Volume autorisé   |
|-----------|--------|---|--|---|
| 2661-1.a) | A      | Transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant > 70t/j            | Injection et soufflage sur Chancet Nature<br>Soufflage sur Chancet Fruit   | 385 t/j   |
| 3642-2    | A      | Traitement et transformation, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires issus :<br>2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production à 300 tonnes de produits finis par jour | Fabrication de boissons aromatisées  | 4138 t/jour   |
| 1510-2    | E      | Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts.<br>Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 900 000 m <sup>3</sup> .                            | Un groupe d'IPD indépendant de 14 077 t<br>Gare – Magasin - Chancet 1      | 725 625 m <sup>3</sup><br>dont environ 24 000 m <sup>3</sup> de stockage<br>et 1 530 m <sup>3</sup> de PET en silos |
| 1510-2    | E      | Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts.<br>Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 900 000 m <sup>3</sup> .                            | Un groupe d'IPD indépendant de 7 386 t<br>Chancet 2 dont usine             | 238 125 m <sup>3</sup> dont environ 14 000 m <sup>3</sup> de stockage   |
| 2921-a)   | E      | Installations de refroidissement évaporatif d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle.<br>La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW.  | 16 TAR – 9 circuits  | 25 150 kW   |
| 1185-2.a) | DC     | Emploi de gaz à effet de serre fluorés dans des équipements frigorifiques. La quantité cumulée de fluide est supérieure à 300 kg.   | Plusieurs appareils utilisant des fluides de type R410, R32, R134a et R448 | 3 521 kg  |
| 1414-3    | DC     | Installations de remplissage au gaz inflammable   | 3 postes de remplissage des  |   |

| Rubrique   | Régime | Libellé de la rubrique (activité)  | Nature de l'installation  | Volume autorisé       |
|------------|--------|--|---|-----------------------|
|            |        | liquéfié de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes).   | chariots élévateurs au GPL  |                       |
| 1510-3     | D      | Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts.<br>Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 50 000 m <sup>3</sup>   | Un groupe d'IPD indépendant de 4400t<br>Bâtiments LDU et PN   | 30 000 m <sup>3</sup> |
| 1532-2     | D      | Dépôt de Bois sec ou matériaux combustibles analogues.<br>Le volume susceptible d'être stocké étant compris entre 1000 et 20 000 m <sup>3</sup>  | 75 000 palettes stockées sur des zones dédiées en extérieur   | 14 834 m <sup>3</sup> |
| 2910-A.2   | DC     | Installation de combustion<br>La puissance thermique maximale étant comprise entre 1 et 20 MW  | Une chaufferie sur Chancet 1 à trois chaudières de puissance respective de 1253, 3873 et 2325 kW fonctionnant au gaz naturel, techniquement non raccordables avec la chaufferie de Chancet 2  | 7,45 MW               |
| 2910-A.2   | DC     | Installation de combustion<br>La puissance thermique maximale étant comprise entre 1 et 20 MW  | Une chaufferie sur Chancet 2 à trois chaudières de puissance respective de 4160 ; 4020 et 5360 kW, techniquement non raccordables avec la chaufferie de Chancet 1<br>Les deux premières chaudières peuvent fonctionner soit au fioul domestique soit au gaz naturel, la troisième fonctionnant exclusivement au gaz naturel | 13,54 MW              |
| 2925       | D      | Ateliers de charge d'accumulateurs   | Atelier de charge sur l'usine Chancet 1   | 200 kW                |
| 4331-3     | DC     | Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.<br>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :<br>3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t           | Arômes et alcools   | 50,5 t                |
| 4441-2     | D      | Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3.<br>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :<br>2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t  |   | 19 t                  |
| 4718-2     | DC     | Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, étant :<br>2. Pour les autres installations :<br>b. Supérieure ou égale 6 t mais inférieure à 50 t | 10,8 t de GPL sur Chancet 1 (réservoir de 21 m <sup>3</sup> )<br>5,15 t de GPL sur Chancet 2 (réservoir de 11,75 m <sup>3</sup> )<br>Bouteilles de propane (13 et 35 kg) : 1 355 kg   | 17,305 t              |
| 4735-1. b) | DC     | Ammoniac. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t   | Refroidissement des installations à l'aide d'ammoniac liquide uniquement présent dans la salle des machines dédiée  | 1276 kg               |

**Régime** : A (autorisation), E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle périodique)

**Volume autorisé** : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées »

## Article 1.2 : Situation de l'établissement

L'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2014 susvisé est remplacé par :

« Les installations autorisées sont situées sur la commune et parcelles suivantes :

| Commune | Parcelles  |
|---------|--|
| Volvic  | Section ZI, parcelles n° 47, 73, 74, 80, 219, 252, 284, 288, 291, 339, 376, 399<br>Section ZK, parcelle n° 539 |
| Enval   | section ZC, parcelles n°330, 331, 781, 808, 811, 832, 876  |

»

## Article 1.3 : Périmètre IED

Il est inséré à l'arrêté préfectoral du 13 mars 2014, l'article 1.2.5 suivant :

« Article 1.2.5 Périmètre de la rubrique 3642

Conformément à l'article R. 515-58 du code de l'environnement, le périmètre lié à l'activité principale visée par la rubrique 3642 est le suivant :

### Sur le site Chancet 1 (Nature)

- L'atelier de fabrication des préformes et bouteilles PET pour le conditionnement
- Les silos de stockage des granulés de PET
- Le stockage de produits chimiques (produits de nettoyage)
- La zone de stockage des déchets
- Les installations de combustion au gaz
- Les groupes froids
- Les Tours aéroréfrigérantes
- Reine - station de traitement des eaux permettant la fabrication (Nature et Fruit)
- Station UTEC 2 (Station de prétraitement des eaux avant rejet à la station de traitement communal)

### Sur le site Chancet 2 (Fruit)

- La zone de conditionnement des bouteilles pour expédition
- Le magasin matières premières
- Le silo de stockage de sucre
- Les réservoirs de stockage de CO2 et N2
- Les stockages de produits chimiques (arômes, produits de nettoyage)
- Le stockage des concentrés de jus en container inox ou GRV
- Le stockage de produits finis
- La zone de stockage déchets
- Les installations de combustion au gaz
- Les groupes froids
- Les tours aéroréfrigérantes »

## **Article 2 - Système de management environnemental**

Le chapitre suivant est inséré à l'arrêté préfectoral du 13 mars 2014 :

« Chapitre 2.10 Système de management environnemental

L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :

- I. Engagement, initiative et responsabilité de l'encadrement y compris la direction, en ce qui concerne la mise en œuvre d'un SME efficace ;
- II. Analyse incluant notamment la détermination du contexte de l'organisation, le recensement des besoins et des attentes des parties intéressées, l'identification des caractéristiques de l'installation qui sont associées à d'éventuels risques pour l'environnement ou la santé humaine, ainsi que des exigences légales applicables en matière d'environnement ;
- III. Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;
- IV. Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables ;
- V. Planification et mise en œuvre des procédures et actions nécessaires (y compris les actions correctives et, si nécessaire, préventives) pour atteindre les objectifs environnementaux et éviter les risques environnementaux ;
- VI. Détermination des structures, des rôles et des responsabilités en ce qui concerne les aspects et objectifs environnementaux et la mise à disposition des ressources financières et humaines nécessaires ;
- VII. Garantie de la compétence et de la sensibilisation requises du personnel dont le travail est susceptible d'avoir une incidence sur les performances environnementales de l'installation ;
- VIII. Communication interne et externe ;
- IX. Incitation des travailleurs à s'impliquer dans les bonnes pratiques de management environnemental ;
- X. Établissement et tenue à jour d'un manuel de gestion et de procédures écrites pour superviser les activités ayant un impact significatif sur l'environnement, ainsi que des enregistrements pertinents ;
- XI. Planification opérationnelle et contrôle des procédés efficaces ;
- XII. Mise en œuvre de programmes de maintenance appropriés ;
- XIII. Protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence, y compris la prévention ou l'atténuation des incidences environnementales défavorables des situations d'urgence ;
- XIV. Lors de la (re)conception d'une (nouvelle) installation ou d'une partie d'installation, prise en considération de ses incidences sur l'environnement sur l'ensemble de son cycle de vie, qui inclut la construction, l'entretien, l'exploitation et la mise hors service ;
- XV. Mise en œuvre d'un programme de surveillance et de mesurage ;
- XVI. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ;
- XVII. Audit interne indépendant (dans la mesure du possible) et audit externe indépendant pour évaluer les performances environnementales et déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;
- XVIII. Évaluation des causes de non-conformité, mise en œuvre de mesures correctives pour remédier aux non-conformités, examen de l'efficacité des actions correctives et détermination de l'existence ou non de cas de non-conformité similaires ou de cas potentiels ;
- XIX. Revue périodique, par la direction, du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité ;
- XX. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres.

Le SME intègre également les éléments suivants :

- un plan de gestion du bruit ;
- un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux ;
- un plan d'efficacité énergétique ;
- un plan d'utilisation rationnelle de l'eau.

Les installations dont le SME a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.

Le niveau de détail et le degré de formalisation du SME sont en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles. »

### **Article 3 - Efficacité énergétique**

Le chapitre suivant est inséré à l'arrêté préfectoral du 13 mars 2014 :

#### **« Chapitre 2.11 Plan d'efficacité énergétique**

L'exploitant met en place un plan d'efficacité intégré dans le système de management environnemental qui consiste à définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), à déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés et à prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités de l'installation. »

### **Article 4 - Installations de combustion**

L'article 3.2.2 de l'arrêté du 13 mars 2014 est remplacé par le suivant :

#### **« Article 3.2.2 Conduits et installations raccordées**

| N° de conduit | Installations raccordées | Puissance | Combustible                    |
|---------------|--------------------------|-----------|--------------------------------|
| N° 1          | Chaudière 1              | 4,16 MW   | Gaz naturel et fuel domestique |
| N° 2          | Chaudière 2              | 4,02 MW   | Gaz naturel et fuel domestique |
| N° 3          | Chaudière 3              | 5,36 MW   | Gaz naturel                    |
| N° 4          | Chaudière 4              | 1,253 MW  | Gaz naturel                    |
| N° 6          | Chaudière 6              | 3,873 MW  | Gaz naturel                    |
| N° 8          | Chaudière 8              | 2,325 MW  | Gaz naturel                    |

L'article 3.2.3 de l'arrêté du 13 mars 2014 est remplacé par le suivant :

#### **« Article 3.2.3 Conditions générales de rejet**

|              | Hauteur | Diamètre | Vitesse minimale d'éjection |
|--------------|---------|----------|-----------------------------|
| Conduit N° 1 | 17 m    | 0,6 m    | 5 m/s                       |
| Conduit N° 2 | 17 m    | 0,6 m    | 5 m/s                       |
| Conduit N° 3 | 17 m    | 0,7 m    | 5 m/s                       |
| Conduit N° 4 | 13 m    | 0,325 m  | 5 m/s                       |
| Conduit N° 6 | 13 m    | 0,51 m   | 5 m/s                       |
| Conduit N° 8 | 16 m    | 0,55 m   | 5 m/s                       |

L'article 3.2.4 de l'arrêté du 13 mars 2014 est remplacé par le suivant :

#### **« Article 3.2.4 Conditions de rejet à l'atmosphère, valeurs limites et suivi des rejets**

Dans ce qui suit, le débit des effluents gazeux est exprimé en m<sup>3</sup>/h, rapportés à des conditions normalisées de température (273° kelvin) et de pression (101,3 kilopascal) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Pour les rejets de gaz de combustion, les concentrations en polluants sont exprimées en mg/Nm<sup>3</sup> sur gaz sec rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents de 3 % en volume dans le cas des combustibles liquides ou gazeux.

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- ✓ à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- ✓ à une teneur en O<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

| Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup> | Conduit n° 1 à 8 (Gaz de combustion) |
|---|--------------------------------------|
| Concentration en O <sub>2</sub> de référence      | 3%                                   |
| NO <sub>x</sub> *                                 | 100 <sup>a,b</sup>                   |
| CO*   | 100                                  |

- \* NO<sub>x</sub> : Oxydes d'azote (NO + NO<sub>2</sub>) exprimés en équivalent NO<sub>2</sub>
- \* CO : Monoxyde de carbone »

- a 150 si fuel domestique
- b 200 si fuel domestique et moins de 1 500 heures par an »

## **Article 5 - Prélèvements et consommations d'eau**

Il est réintroduit le chapitre 4.1 à l'arrêté préfectoral du 13 mars 2014 rédigé ainsi :

### **« Chapitre 4.1 Prélèvements et consommations d'eau**

#### **Article 4.1.1 Origine des approvisionnements en eau**

L'approvisionnement en eau de l'établissement est assuré par le réseau d'adduction d'eau potable public pour les besoins sanitaires. Les prélèvements d'eau dédiés à ces usages et non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans la limite de 40 000 m<sup>3</sup>/an.

L'eau minérale mise en bouteille ou servant à la préparation d'eau aromatisée provient de forages extérieurs dûment autorisés.

La part d'eau minérale utilisée pour l'eau de process est limitée à 475 000 m<sup>3</sup>/an (utilisation pour le nettoyage ou rinçage des circuits et machines) et la part d'eau minérale utilisée pour l'eau de service est limitée à 150 000 m<sup>3</sup>/an (utilisation dans les tours aéroréfrigérantes et chaudières).

#### **Article 4.1.2 Connaissance des activités consommatrices d'eau**

L'exploitant recense l'ensemble des activités industrielles consommant et rejetant de l'eau (y compris les opérations de maintenance, de requalification des appareils à pression, etc.). Il définit les modalités de suivi de ces consommations.

#### **Article 4.1.3. Réduction de la consommation d'eau**

Toutes les dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau. La réfrigération en circuit ouvert est notamment interdite.

Des dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée sont relevés au minimum à fréquence journalière. En cas d'épisode de sécheresse d'un niveau minimum d'alerte renforcée, les relevés journaliers sont déclarés sous GIDAF (gestion informatisée des données d'autosurveillance fréquente) de manière hebdomadaire.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

#### **Article 4.1.4. Indicateurs de la consommation d'eau**

Les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dans le cadre de son SME prévu au chapitre 2.10 du présent arrêté, l'exploitant met en place des indicateurs lui permettant de suivre les pertes en eau, le taux de réutilisation des eaux minérales pour le nettoyage et suit le ratio eau minérale embouteillée/eau minérale prélevée. L'exploitant remettra annuellement un rapport à l'inspection des installations classées synthétisant les résultats, les investissements et les progrès accomplis.

#### **Article 4.1.5. Effluents rejetés**

Le volume annuel maximal d'effluents rejetés dans le réseau intercommunal des eaux usées est limité à 500 000 m<sup>3</sup>/an.

Le volume annuel maximal d'effluents rejetés hors eaux pluviales dans le cours d'eau le Chancet est limité à 70 000 m<sup>3</sup>/an. Ces eaux proviennent du fonctionnement minimum requis des pompes de forages lors des arrêts de production sur des lignes d'embouteillage.

#### Article 4.1.6. Prévention des situations de crises hydrologiques

##### Article 4.1.6.1 :

Afin de prévenir les situations de crises hydrologiques, l'exploitant dispose d'un plan d'utilisation rationnelle de l'eau qui doit préciser, pour chacun des seuils de niveau d'alerte défini par le préfet en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau, les actions qui seront mises en œuvre sur le site, pour adapter les prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution au strict minimum et diminuer les rejets dans le milieu ou les stations d'épurations, pendant une période de temps limité. Ce plan précise les débits minimums d'eau strictement nécessaires pour préserver l'outil de production et garantir la sécurité des installations.

Ce plan est mis en œuvre en cas de sécheresse justifiant un arrêté préfectoral de restriction d'usage, en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau.

Ce plan d'utilisation rationnelle de l'eau comporte d'une part, un diagnostic précis de toutes les consommations d'eau des processus industriels et des autres usages (activités de recherche et développement, usages domestiques, arrosages, lavage, etc.) et de l'ensemble des rejets associés, et d'autre part, les actions de réduction des prélèvements et de diminution des rejets à envisager de manière graduée en cas de mesures de restrictions imposées par le préfet.

Ces actions de réduction sont pérennes ou temporaires en cas de conditions climatiques critiques.

##### a) Ce diagnostic doit déterminer :

- les caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau notamment type d'alimentation (captage en nappe, en rivière ou en canal de dérivation, raccordement à un réseau; provenance et interconnexion de ce réseau), localisation géographique des captages, nom du milieu prélevé, débits minimum et maximum des dispositifs de pompage ;
- les consommations d'eau des processus industriels (y compris des activités de recherche et développement) et des autres usages (domestiques, arrosages, lavage, etc.) ;
- le bilan et les évolutions des consommations et/ou des rejets d'eau des années passées (depuis l'épisode de sécheresse de 2003) ;
- les éventuelles dispositions de réduction des prélèvements et/ou des rejets mises en œuvre depuis 2003 ;
- les quantités d'eau indispensables aux processus industriels ;
- les quantités d'eau nécessaires aux processus industriels mais dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu, ainsi que la durée maximale de cette suspension ;
- les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des processus industriels et, parmi elles, celles qui peuvent être suspendues ou reportées en cas de déficits hydriques ;
- les pertes dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise.

##### b) Les actions de réduction des prélèvements et de diminution des rejets en cas de situation hydrologique déficitaire comportent a minima :

- le renforcement de la surveillance des réseaux de prélèvements et de rejets : suppression des pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise, prévention des pollutions accidentelles, surveillance des installations de traitement des rejets ;
- les dispositions temporaires applicables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique (notamment par renforcement du recyclage de l'eau s'il existe, par modification de certains modes opératoires, par report de certaines activités, etc.) ;
- les limitations voire les suppressions des rejets aqueux en cas de situation hydrologique critique, graduées, si nécessaire, en fonction de l'aggravation du phénomène climatique notamment des baisses de débit des cours d'eau récepteurs (notamment par écrêtement des débits de rejets, rétention temporaire des effluents, etc.) ;
- les rejets minimums qu'il est nécessaire de maintenir pour le fonctionnement de l'installation ainsi que le débit minimum du cours d'eau récepteur pouvant accepter ces rejets limités ;
- les évolutions prévisibles de process avec leurs incidences sur la consommation d'eau (quantité et qualité).

#### Article 4.1.6.2 :

Le plan d'utilisation rationnelle de l'eau est régulièrement mis à jour en lien avec le SME. Chaque mise à jour doit faire l'objet d'une information du préfet.

#### Article 4.1.6.3 :

Le préfet peut, sans que le bénéficiaire de l'autorisation puisse s'y opposer ou solliciter une quelconque indemnité, réduire ou suspendre temporairement le prélèvement dans le cadre des mesures prises au titre des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau.

#### Article 4.1.7 Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement. Ce dispositif est agréé et maintenu en bon état de fonctionnement. Il est installé et vérifié conformément aux dispositions en vigueur. »

### **Article 6 - Surveillance des rejets aqueux**

#### Article 6.1 Valeurs limites d'émissions

L'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2014 est remplacé par le suivant :

« Article 4.3.9 Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 1 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)

| Paramètre             | Code SANDRE | Valeur limite |
|-----------------------|-------------|---------------|
| MEST*                 | 1305        | 100 mg/l      |
| DCO*                  | 1314        | 300 mg/l      |
| Hydrocarbures totaux* | 7009        | 10 mg/l       |

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 2 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)

- ✓ débit maximal 2400 m³/j
- ✓ concentrations et flux maximaux (sur eaux non décantées) selon le tableau suivant :

| Paramètre     | Code SANDRE | Concentration moyenne sur 24 h consécutives (en mg/l) | Flux sur 24 h consécutives (en kg/j) |
|---------------|-------------|---|--------------------------------------|
| MEST          | 1305        | 100   | 240                                  |
| DBO5          | 1313        | 375   | 900                                  |
| DCO           | 1314        | 750   | 1800                                 |
| Arsenic       | 1369        | 0,05  | 0,06                                 |
| N global      | 1551        | 20  | 60                                   |
| Pt            | 1350        | 8   | 9,6                                  |
| Hydrocarbures | 7009        | 4   | 9,6                                  |
| Zinc          | 1383        | 0,8   | 1,9                                  |
| Cuivre        | 1392        | 0,15  | 0,3                                  |
| Chrome        | 1389        | 0,1   | 0,2                                  |

- \* DCO : Demande chimique en oxygène (détermination suivant la norme AFNOR T90-101)
- \* DBO5 : Demande biochimique en oxygène en 5 jours (détermination suivant la norme EN ISO 5815-1-)
- \* MEST : Matières en suspension totales (détermination suivant la norme NF EN 872 )
- \* N global : Azote Kjeldahl - azote organique et ammoniacal - (détermination suivant la norme NF EN 12260 ou NF EN ISO 11905-1 )
- \* Pt : Phosphore Total (détermination suivant la norme NF EN ISO 6878 ou NF EN ISO 15681-1 et -2 ou NF EN ISO 11885 )
- \* pH : Potentiel hydrogène (détermination suivant la norme NF EN ISO 10523) »

## Article 6.2 Fréquences

L'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2014 est remplacé par le suivant :

« Article 4.3.10 Auto surveillance des eaux résiduaires

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre pour les 2 points de rejets suivants :

- 1) avant le traitement interne des eaux industrielles
- 2) en sortie du traitement interne avant raccordement sur le réseau d'assainissement de l'usine Chancet 1 (rejet n° 2)

| Eaux industrielles |  |                          |
|--------------------|--|--------------------------|
| Paramètres         | Auto surveillance assurée par l'exploitant |                          |
|                    | Type de suivi                              | Périodicité de la mesure |
| pH                 | En continu                                 | -                        |
| Température        | En continu                                 | -                        |
| Débit              | En continu                                 | -                        |
| DCO                | Sur prélèvement 24 heures                  | Hebdomadaire             |
| MES                | Sur prélèvement 24 heures                  | Mensuelle                |
| DBO5               | Sur prélèvement 24 heures                  | Mensuelle                |
| Azote Global       | Sur prélèvement 24 heures                  | Mensuelle                |
| Azote Kjeldahl     | Sur prélèvement 24 heures                  | Mensuelle                |
| Phosphore total    | Sur prélèvement 24 heures                  | Mensuelle                |
| Chlorures          | Sur prélèvement 24 heures                  | Mensuelle                |

Les mesures externes sont réalisées selon une fréquence minimale suivante :

| PARAMETRES              | FREQUENCE          |
|-------------------------|--------------------|
| DCO                     | 1 fois / semestre  |
| DBO <sub>5</sub>        | 1 fois / semestre  |
| MES                     | 1 fois / semestre  |
| Azote Global            | 4 fois / an        |
| Azote Kjeldahl          | 4 fois / an        |
| Phosphore total         | 4 fois / an        |
| Métaux totaux           | 1 fois / trimestre |
| AOx                     | 1 fois / semestre  |
| HAP et PCB              | 1 fois / semestre  |
| Zinc et ses composés    | 1 fois / trimestre |
| Cuivre et ses composés  | 1 fois / trimestre |
| Chrome et ses composés  | 1 fois / trimestre |
| Arsenic et ses composés | 1 fois / trimestre |

Pour le zinc, le cuivre, le chrome, l'arsenic et leurs composés, la limite de quantification à atteindre par les laboratoires est de 10 µg/l.

Pour les eaux pluviales rejetées dans le Chancet, la périodicité des analyses est la suivante :

|                      | Type de suivi             | Périodicité de la mesure |
|----------------------|---------------------------|--------------------------|
| pH                   | En continu                | -                        |
| Température          | En continu                | -                        |
| Débit                | En continu                | -                        |
| DCO                  | Sur prélèvement 24 heures | Mensuelle                |
| MES                  | Sur prélèvement 24 heures | Semestrielle             |
| DBO5                 | Sur prélèvement 24 heures | Trimestrielle            |
| Azote Global         | Sur prélèvement 24 heures | Semestrielle             |
| Azote Kjeldahl       | Sur prélèvement 24 heures | Semestrielle             |
| Phosphore total      | Sur prélèvement 24 heures | Semestrielle             |
| Métaux totaux        | Sur prélèvement 24 heures | Semestrielle             |
| AOX                  | Sur prélèvement 24 heures | Semestrielle             |
| Hydrocarbures totaux | Sur prélèvement 24 heures | Semestrielle             |
| HAP et PCB           | Sur prélèvement 24 heures | Semestrielle             |

»

## **Article 7 - Nuisances sonores**

L'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2014 est remplacé par le suivant :

« Article 6.2.1 Valeurs Limites d'émergence

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés |
|--|---|--|
| Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)   | 6 dB(A)   | 4 dB(A)  |
| Supérieur à 45 dB (A)  | 5 dB(A)   | 3 dB(A)  |

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

En cas de plainte, si le niveau de bruit ambiant est inférieur à 35 dB (A), l'émergence admissible est de 10 dB pour chaque bande de tiers d'octave dans un spectre non pondéré de 20 à 400 Hz. »

## **Article 8 - Installations de réfrigération**

Le chapitre 8.2 à l'arrêté préfectoral du 13 mars 2014 est remplacé par le chapitre suivant :

« Chapitre 8.2 Installations de réfrigération

#### Article 8.2.1. Contrôle d'étanchéité

L'exploitant fait procéder par un opérateur remplissant les conditions prévues à l'article R. 543-99 et suivants du code de l'environnement, lors de sa mise en service, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène. Ce contrôle est ensuite périodiquement renouvelé. Il est également renouvelé à chaque fois que des modifications ayant une incidence sur le circuit contenant les fluides frigorigènes sont apportées aux installations frigorifiques. Si des fuites de fluides frigorigènes sont constatées lors de ce contrôle, l'opérateur responsable du contrôle en dresse le constat par un document qu'il remet à l'exploitant, lequel prend toutes mesures pour remédier à la fuite qui a été constatée.

La fréquence des contrôles d'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes dans les équipements frigorifiques et climatiques est la suivante :

- une fois tous les 12 mois si la charge en fluide frigorigène fluoré du circuit est supérieure à 2 kg ou 5 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>,
- une fois tous les 6 mois si la charge en fluide frigorigène fluoré du circuit est supérieure à 30 kg ou 50 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> (si un système de détection des fuites est installé la périodicité peut être ramenée à tous les douze mois),
- une fois tous les 3 mois si la charge en fluide frigorigène fluoré du circuit est supérieure à 300 kg ou 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> (si un système de détection des fuites est installé la périodicité peut être ramenée à tous les six mois).

L'équivalence en CO<sub>2</sub> de chaque circuit est défini par rapport au pouvoir de réchauffement planétaire (PRP) de chaque substance utilisée. Seuls les PRP visés par les annexes du règlement (UE) n°517/2014 susvisé font foi.

#### Article 8.2.2. Étiquetage des équipements contenant les fluides

Les équipements frigorifiques comportent de façon lisible et indélébile l'indication de la nature et de la quantité de fluide frigorigène qu'ils contiennent.

L'étiquette comporte les informations suivantes :

- a) une mention indiquant que le produit ou l'équipement contient des gaz à effet de serre fluorés ou qu'il en est tributaire ;
- b) la nomenclature acceptée par l'industrie pour les gaz à effet de serre fluorés concernés ou, à défaut, le nom chimique ;
- c) la quantité, exprimée en poids et en équivalent CO<sub>2</sub>, de gaz à effet de serre fluorés contenue dans le produit ou l'équipement, ou la quantité de gaz à effet de serre fluorés pour laquelle l'équipement est conçu et le potentiel de réchauffement planétaire de ces gaz.

L'étiquette requise comporte aussi, le cas échéant, les informations suivantes :

- a) une mention indiquant que les gaz à effet de serre fluorés sont contenus dans un équipement hermétiquement scellé ;
- b) une mention indiquant qu'un appareil de commutation électrique a un taux de fuite testé, indiqué dans les spécifications techniques du fabricant, inférieur à 0,1 % par an.

L'étiquette est parfaitement lisible et indélébile et est placée soit :

- a) à côté des vannes de service servant à la charge ou à la récupération des gaz à effet de serre fluorés ;
- b) sur la partie du produit ou de l'équipement qui contient les gaz à effet de serre fluorés.

Pour les équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, dont la mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électriques, hydraulique, ou aéraulique, les mentions

prévues ci-dessus sont apposées par les producteurs de ces équipements. Pour les autres équipements l'indication doit être apposée par les opérateurs réalisant la mise en service des équipements.

#### Article 8.2.3. État des stocks de fluides

L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluides présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport. Il mentionne :

- a) la quantité et le type de gaz à effet de serre fluorés installés ;
- b) les quantités de gaz à effet de serre fluorés ajoutées pendant l'installation, la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite ;
- c) la quantité de gaz à effet de serre fluorés installés qui a été éventuellement recyclée ou régénérée, y compris le nom et l'adresse de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat ;
- d) la quantité de gaz à effet de serre fluorés récupérée ;
- e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la réparation ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat ;
- f) les dates et les résultats des contrôles effectués ;
- g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz à effet de serre fluorés.

#### Article 8.2.4. Mise en œuvre des fluides frigorigènes- fiche d'intervention

L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un circuit.

Cette fiche mentionne les coordonnées de l'opérateur, son numéro d'attestation de capacité prévue aux articles R. 543-99 à R. 543-107 du code de l'environnement, ainsi que la date et la nature de l'intervention effectuée. Elle indique la nature, la quantité et la destination du fluide récupéré ainsi que la quantité de fluide éventuellement réintroduite dans cet équipement.

Pour tout circuit dont la charge en fluide frigorigène est supérieure à 3 kg, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent alors une copie de cette fiche pendant une durée d'au moins 5 ans et la tiennent à disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient un registre contenant, par circuit, les fiches d'intervention classées par ordre chronologique.

#### Article 8.2.5. Dégazage

Toute opération de dégazage dans l'atmosphère d'un fluide frigorigène est interdite, sauf si elle est nécessaire pour assurer la sécurité des personnes. Le détenteur de l'équipement prend toute disposition de nature à éviter le renouvellement de cette opération. Les opérations de dégazage ayant entraîné ponctuellement une émission de plus de 20 kg de fluides frigorigènes ou ayant entraîné au cours de l'année civile des émissions cumulées supérieures à 100 kg sont portées à la connaissance du préfet par le détenteur de l'équipement et sont consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Lors de la charge, de la mise en service, de l'entretien ou du contrôle d'étanchéité d'un équipement, s'il est nécessaire de retirer tout ou partie du fluide frigorigène qu'il contient, l'intégralité du fluide ainsi retiré doit

être récupérée. Lors du démantèlement d'un équipement, le retrait et la récupération de l'intégralité du fluide frigorigène.

Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluoré est détectée, les exploitants veillent à ce que l'équipement soit réparé dans les meilleurs délais.

#### Article 8.2.6. Restrictions d'utilisation

L'utilisation d'hydrochlorofluorocarbures (HCFC) est interdite.

La recharge de gaz à effet de serre fluorés doit respecter le règlement F-gaz en vigueur.

L'exploitant transmet sous 4 mois la liste des équipements de réfrigération, en précisant pour chacun le fluide, son pouvoir de réchauffement planétaire et la quantité de fluide.

L'exploitant transmet sous 10 mois un plan de remplacement des équipements de refroidissement utilisant des fluides frigorigènes, découlant de l'application du règlement F-gaz.

#### Article 8.2.7. Tuyauteries des équipements clos en exploitation

Les sorties de vannes en communication directe avec l'atmosphère sont obturées (notamment, au moyen de bouchons de fin de ligne). Le calorifugeage des tuyauteries, lorsqu'il existe, du circuit frigorifique des équipements frigorifiques ou climatiques, y compris pompes à chaleur, est en bon état.

Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité prévu à l'article 8.5.1. et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée dans le mois qui suit la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci.

#### Article 8.2.8. Certification des opérateurs et entreprises frigoristes

Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée dans le mois qui suit la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci.

Les entreprises qui effectuent l'installation, l'entretien, la maintenance, la réparation ou la mise hors service des équipements sont certifiées et prennent des mesures de précaution afin d'éviter les fuites de gaz à effet de serre fluorés.

Les personnes physiques qui exécutent ces tâches sont certifiées et prennent des mesures de précaution afin de prévenir les fuites de gaz à effet de serre fluorés. »

### **Article 9 - Délais et voies de recours**

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

- 1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions .

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur (Monsieur le préfet du Puy-de-Dôme) et au bénéficiaire de la décision (la société des Eaux de Volvic, Zone industrielle du Chancet 63530 Volvic), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 10 - Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est notifié à la société des Eaux de Volvic et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme.

### **Article 11 - Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme, le Directeur départemental des territoires, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux Maires de Volvic et d'Enval et à la sous-préfète de Riom.

Clermont-Ferrand, le **7 NOV. 2024**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

  
Jean-Paul VICAT